

économiques, une question relative au secours aux victimes des inondations [28 octobre 1955] (p. 5348, 5349). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Ses explications de vote* [8 novembre 1955] (p. 5508, 5509) ; — d'une proposition de loi relative à la situation des conducteurs de taxis propriétaires de leur véhicule : *Applicabilité de l'article premier de la loi de finances* [24 novembre 1955] (p. 5992) ; — d'une proposition de loi relative au statut des travailleurs à domicile : *Discussion générale (Organisation du travail à domicile)* [24 novembre 1955] (p. 6001).

GENTON (M. Jacques), *Député du Cher*
(R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé : Vice-Président de la Commission de l'intérieur [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**) ; membre de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; membre suppléant de cette Commission [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [28 août 1951] (**F. n° 27**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; membre de la Commission des affaires étrangères [7 juillet 1953] (**F. n° 275**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; par la Commission des affaires étrangères, membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes, intéressant les Etats associés d'Indochine [5 novembre 1954] (**F. n° 436**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**),

Dépôts :

Le 6 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les articles 2 et 3 du décret d'application du 12 octobre 1951 de la loi du 20 mars 1951 portant interdiction des ventes avec primes, **n° 1388**. — Le 7 décembre 1951, une

proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 36 (§ 1^{er}) de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 1914**. — Le 7 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les préfets à procéder à la nomination de certains agents du cadre complémentaire dans la limite des emplois existants, aux emplois d'huissiers de préfet, **n° 1915**. — Le 7 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 1916**. — Le 7 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 32, paragraphe X, de la loi du 20 septembre 1948, sur la réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 1917**. — Le 7 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 18, paragraphe 5, de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 1918**. — Le 3 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour lutter contre la fièvre aphteuse et venir en aide aux exploitants qui en sont particulièrement victimes, **n° 3962**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder : 1° les crédits nécessaires pour que des prêts à long terme et à faible intérêt soient consentis aux victimes de l'ouragan de grêle du 14 août 1952, pour la réparation des bâtiments et la remise en état des exploitations ; 2° des exonérations et des délais fiscaux aux mêmes personnes, **n° 4247**. — Le 31 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à opérer le déblocage d'une première tranche de 10 000 pour les récoltants de vin de consommation courante dont les déclarations de récoltes ne dépassent pas 200 hectolitres, **n° 4581**. — Le 4 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 2036) tendant à conférer aux secrétaires généraux des préfectures du Rhône, des Bouches-du-Rhône et du Nord, rang et prérogatives de préfet de 3^e classe ; 2° de M. Quinson et plusieurs de ses collègues (n° 4918) tendant à conférer au

secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Oise, rang et prérogatives de préfet de 3^e classe, **n° 4946**. — Le 18 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de l'acte dit loi du 5 juin 1944 modifié par l'article premier de la loi n° 52-1232 du 17 novembre 1952, réglementant la profession d'opticien-lunetier détaillant, **n° 5152**. — Le 30 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à la révision de l'article 90 de la Constitution, **n° 5437**. — Le 13 mars 1953, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi de M. Wagner et plusieurs de ses collègues (n° 5858) tendant à modifier la loi du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales, **n° 5872**. — Le 18 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter les mesures prises en ce qui concerne la revalorisation des forfaits des petites entreprises commerciales et artisanales, **n° 5908**. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur l'avis (n° 6045) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 5858) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier et à compléter la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales et à compléter la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, **n° 6061**. — Le 12 octobre 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 3921) de MM. François Bénard et Secrétain tendant à faciliter la participation des collectivités locales à des sociétés d'économie mixte ayant pour objet l'équipement économique, social, touristique et culturel, **n° 9332**. — Le 24 novembre 1954, une proposition de loi tendant à simplifier et à accélérer la procédure d'approbation des contrats de concession et des règlements des régies intéressant les services publics départementaux et communaux et comportant des dérogations aux cahiers des charges ou règlements types, **n° 9568**. — Le 3 février 1955, au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 8191) de M. Jean Masson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un délai exceptionnel et supplémentaire de six mois, du 1^{er} juillet au

31 décembre 1954, pour la titularisation des auxiliaires permanents des communes, **n° 10085**. — Le 3 février 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 9568) de M. Genton et plusieurs de ses collègues tendant à simplifier et à accélérer la procédure d'approbation des contrats de concession et des règlements des régies intéressant les services publics départementaux et communaux et comportant des dérogations aux cahiers des charges ou règlements types, **n° 10090**. — Le 9 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution (n° 10239) de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer, à titre gratuit, trois millions de quintaux de blé à la Tunisie, à l'Algérie et au Maroc, **n° 10335**. — Le 30 mars 1955, au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 10478) instituant un état d'urgence, **n° 10555**. — Le 30 mars 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les projets de loi : 1° (n° 10478) instituant un état d'urgence; 2° (n° 10479) déclarant l'état d'urgence en Algérie, **n° 10562**. — Le 7 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le régime et le taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de leur statut particulier et du montant de leur chiffre d'affaires, **n° 10682**. — Le 27 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 11220) portant création du département de Bône, **n° 11347**. — Le 28 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 11222) autorisant le Gouvernement à prolonger l'état d'urgence en Algérie, **n° 11352**. — Le 4 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet de rendre le vote obligatoire et à prendre toutes mesures pour faciliter l'exercice du droit de suffrage, **n° 11430**. — Le 13 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 7602) relatif au régime du dépôt légal en Algérie, **n° 11603**. — Le 20 octobre 1955, une proposition de loi tendant à abroger la loi n° 54-853 du 31 août 1954 relative aux conditions d'inéligibilité de certains fonctionnaires dans les départements et territoires d'outre-mer, **n° 11669**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INTÉRIEUR ; Chap. 5010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales (Employés communaux retraités dans les petites villes)* [28 novembre 1951] (p. 8614) ; le retire (ibid) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer la nouvelle procédure des questions orales* [27 mars 1952] (p. 1510) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à interdire les débats restreints sur les lois augmentant recettes ou dépenses* (p. 1537) ; le retire (ibid) ; — du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exclure les sapeurs-pompiers du statut* [28 mars 1952] (p. 1640) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à dispenser des conditions de diplômes et stages les candidats déjà agents communaux pendant trois ans* (p. 1645, 1646) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à prévoir la fixation des échelles de traitements par arrêté du Ministre de l'Intérieur* [11 avril 1952] (p. 2230) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à procéder sur le plan départemental à la péréquation des notes* (p. 2232) ; Art. 83 : *Son amendement tendant à ne pas consulter les maires pour établir les barèmes de traitements* (p. 2239) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 ; Art. 29 : *Son amendement tendant à prévoir des décrets pour le plan de protection civile minimum* [10 avril 1952] (p. 2130) ; — d'une proposition de loi portant dévolution des biens de presse en Algérie : *Sa motion préjudicielle* [10 juillet 1952] (p. 3799, 3800) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à l'annistie des peines accessoires à la dégradation nationale* [25 novembre 1952] (p. 5666) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à prévoir la grâce amnistiante pour les condamnés à quinze ans de prison au maximum* [27 novembre 1952] (p. 5753). — Son rapport sur une pétition [4 décembre 1952] (p. 5970). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils

en 1953 ; INTÉRIEUR : Etat A, Chap. 3411 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration préfectorale (Crise de l'avancement pour la carrière préfectorale)* [13 décembre 1952] (p. 6328) ; le retire (ibid) ; Chap. 3431 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection civile (Lutte contre l'incendie, réalisation du plan prévu)* (p. 6333) ; Chap. 3441 : *Amendement de M. Lafay tendant à rétablir les crédits pour les frais de la Sécurité nationale (Frais de surveillance et d'enquêtes)* (p. 6341) ; Etat B, Chap. 4131 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'incendie et de secours (Statut des sapeurs-pompiers)* (p. 6346) ; le retire (ibid) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à faciliter la titularisation de fonctionnaires de l'Intérieur* (p. 6368) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République ; Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 5740 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits votés pour l'équipement de la Sécurité nationale (C. R. S.)* [5 février 1953] (p. 931) ; le retire (p. 932) ; — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales, en qualité de Rapporteur [20 mars 1953] (p. 2058) ; Article unique : *Amendement de M. Couderc tendant à ne rembourser aux candidats que le coût du papier et l'impression des bulletins de vote* (p. 2060) ; *Sa proposition d'une nouvelle rédaction de la proposition de loi* (p. 2066, 2067) ; Art. 1^{er} : *Sa demande tendant à réserver l'article* (p. 2067) ; Articles additionnels : *Amendement de M. Deluchenal relatif aux déclarations de candidatures dans les communes de plus de 5.000 habitants* (p. 2069) ; *Amendement de M. Valle relatif au régime applicable en Algérie* (p. 2070) ; *Amendement de M. Jules-Julien relatif aux opérations de dépoilement du scrutin à Lyon* (p. 2077) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; en qualité de Rapporteur [27 mars 1953] (p. 2513) ; — du rapport portant révision de la Constitution : *Discussion générale (Nécessité de la révision et de s'inspirer de la Constitution de 1875, la simplification de la procédure de l'investiture, l'intérêt de rétablir la navette avec le Conseil de la République, le nouveau « bicaméralisme imparfait »)* [17 juillet 1953] (p. 3588 et suiv.). — Est entendu sur :

le procès-verbal de la séance précédente : *Ses observations en qualité de Secrétaire sur le dépouillement des votes sur l'ordre du jour clôturant le débat sur l'Indochine* [29 octobre 1953] (p. 4639) ; — le coullit de compétence entre les Commissions de la justice, de l'intérieur et des territoires d'outre mer, concernant les propositions de loi relatives à l'amnistie dans les territoires d'outre-mer [30 octobre 1953] (p. 4695). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences du décret du 30 septembre 1953 relatif à la propriété commerciale [5 décembre 1953] (p. 6074). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Date de la discussion du budget de l'Intérieur* [8 décembre 1953] (p. 6282). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) : INTÉRIEUR, Etat B. Chap. 5730 : *Protection civile (Insuffisance de l'équipement contre le danger aérien)* [9 décembre 1953] (p. 6343) ; Etat A, Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale et les conseils de préfecture (Garanties de carrières absentes dans le corps préfectoral)* (p. 6373) ; Chap. 3113 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des préfectures (Retard de l'avancement de certains chefs de bureau)* [10 décembre 1953] (p. 6381) ; Chap. 3115 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour centres techniques interdépartementaux (Agents du cadre technique)* (p. 6382) ; Chap. 3761 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais d'élections (Impartialité du dépouillement des scrutins des élections municipales)* (p. 6388) ; Chap. 4151 : *Subventions obligatoires aux collectivités locales (Villes où se trouvent des usines travaillant pour la défense nationale)* [11 décembre 1953] (p. 6470, 6471) ; Art. 14 : *Réorganisation des services de police (Disparités de traitement entre la Sûreté nationale et la Préfecture de police)* (p. 6495) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954 ; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION GUERRE ; Etat A, Chap. 31-21 : *Situation défavorable du personnel administratif de la Guerre* [19 mars 1954] (p. 1043, 1044) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution : *Révisionnisme de simple opportunité et traité de la C. E. D.* [11 août 1954] (p. 4082,

4083) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955 ; Etat A, Chap. 31-41 : *Parité entre le personnel de la Sûreté nationale et celui de la Préfecture de police* [23 novembre 1954] (p. 5284) ; Chap. 36-51 : *Son amendement indicatif (Classement des sous-officiers, caporaux et sapeurs rengagés du corps des sapeurs-pompiers de Paris)* (p. 5298) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 37-61 : *Son amendement indicatif (Problème du dépouillement des scrutins)* (p. 5299, 5300) ; *le retire* (p. 5300) ; Chap. 41-52 : *Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales. Demande de disjonction de M. Leenhardt (Situation difficile des collectivités communales ayant un établissement industriel d'Etat sur leur territoire. Bourges)* (p. 5310) ; Chap. 41-53 : *Son amendement indicatif (Problème des Nord-Africains dans la métropole)* (p. 5330) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955. I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Veuves de retraités proportionnels)* [8 mars 1955] (p. 1140) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, Etat A ; Chap. 3141 : *Police parisienne et Sûreté nationale* [16 mars 1955] (p. 1501) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Discussion générale (La réforme fiscale)* [19 mars 1955] (p. 1736, 1737) ; Art. 11 : *Amendement de M. Maurice Faure (Taxe de circulation, exonération des viandes provenant d'animaux abattus à la suite d'un accident)* (p. 1759) ; *Amendement de M. Vincent Radic (Exonération de l'impôt foncier en faveur de certains grands invalides)* (p. 1759) ; *Amendement de M. Queuille (Imposition des arsenaux et usines mécaniques de l'Etat à la contribution de la patente)* (p. 1761) ; Etat G : *Amendement de M. Burlot (Cotisation au profit de la société professionnelle de terre cuite)* (p. 1775) ; Art. 23 bis : *Son amendement (Assouplissement du régime de fermeture des distilleries éloignées de toute sucrerie)* (p. 1777) ; *le retire* (ibid.) ; *Son article additionnel (Validation de nominations d'administrateurs civils au Maroc)* (p. 1782, 1783) ; — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de céréales à la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, en qualité de *Rapporteur* [30 mars 1955] (p. 2149, 2121, 2123) ; — d'un projet de loi

relatif à l'état d'urgence, en qualité de *Rapporteur* : *Son application aux départements d'outre-mer (Algérie) comme aux départements métropolitains* [30 mars 1955] (p. 2129 à 2131, 2139, 2140); Art. 6 : *Son amendement (Limitation de l'interdiction de séjour)* [31 mars 1955] (p. 2195); Art. 7 : *Amendement de M. Gautier (Abrogation du décret du 18 novembre 1939)* (p. 2197); — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie, en qualité de *Rapporteur* : *Conclusions de la Sous-Commission; Modifications de la procédure judiciaire; Censure. Centres de résidence surveillée, Sanctions collectives* [28 juillet 1955] (p. 4412, 4413); *Contre-projet de M. Valle tendant à déclarer l'état de siège sur toute l'Algérie, pour une durée de six mois* [29 juillet 1955] (p. 4528); *Article additionnel de M. Alphonse Denis (Limitation du temps accordé aux Commissions consultatives pour statuer)* (p. 4532); *Article additionnel de M. Bullanger (Sanctions contre les fonctionnaires et militaires ayant infligé des amendes ou des représoilles)* (p. 4536, 4537); *Article additionnel de M. Schmittlein (Impossibilité de procéder à des élections partielles pendant la durée de l'état d'urgence)* (p. 4538); — du projet de loi relatif à la création du département de Bône, en qualité de *Rapporteur* : *Application du statut, Mouvement de décentralisation* [29 juillet 1955] (p. 4543 et suiv.); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, Art. 21 *quater* : *Amendement de M. Liautey (Officiers dégagés des cadres)* [4 août 1955] (p. 4608, 4609); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal, Art. 1^{er} : *Sort des employés communaux d'un service transféré à un concessionnaire* [24 novembre 1955] (p. 5982); Art. 3 : *Son amendement (Position hors cadre des agents communaux)* (p. 5987). = S'excuse de son absence [20 mars 1953] (p. 2090). — Obtient un congé [20 mars 1953] (p. 2090).

GEORGES (M. Maurice), *Député de Haute-Saône (A. R. S.)*.

Son élection est validée [24 août 1951] (p. 6502). = Est nommé : Secrétaire de la Commission des affaires économiques [20 jan-

vier 1955] (**F. n° 483**); membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre du Comité de contrôle du Fonds d'encouragement de la production textile [16 mars 1954] (**F. n° 364**).

Dépôts :

Le 28 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour assurer le maintien de l'exploitation des houillères de Ronchamp, **n° 2272**. — Le 9 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 5232) de M. Bernard Manceau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la création de caisses de caution mutuelle et de groupements pour le préfinancement des exportations dans l'industrie du textile et dans l'industrie du cuir et de la chaussure, **n° 6502**. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à différer la date d'exigibilité et de paiement, sans application des pénalités de retard, des impôts, taxes, contributions ou redevances fiscales ou parafiscales, venant à échéance notamment les 25 août, 10 septembre et 15 septembre 1953, **n° 6734**. — Le 16 octobre 1953, une proposition de loi tendant à exonérer de la majoration des tarifs prévus par le décret n° 53-614 du 11 juillet 1953 relatif aux droits sur l'alcool, la production fabriquée par le récoltant producteur et destinée à sa consommation personnelle, **n° 6892**. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à majorer certaines rentes viagères proportionnellement à la hausse des loyers, **n° 10955**. — Le 29 juin 1955, une proposition de loi tendant à majorer certaines rentes viagères proportionnellement à la hausse des loyers, **n° 11055**.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation : sur la crise de l'industrie textile et en particulier de l'industrie cotonnière de la région vosgienne [27 juin 1952] (p. 3296); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette inter-